

Que de temps et vies perdus

Li adage: "nul n'est prophète chez soi" se vérifie de manière éblouissante dans le pays de l'Idi. On se rappelle que la société civile avait suggéré une intervention des forces onusiennes pour aider à créer les conditions d'un retour définitif de la paix au Tchad. Cette suggestion a valu une levée de boucliers de la part des dirigeants du pays qui avaient menacé les auteurs de cette scélérates suggestion avant de conseiller fermement aux Adh de ne pas se mêler des affaires politiques. Depuis lors, le Comité de suivi de l'appel à la paix, qui s'est inspiré de cette suggestion, a continué vaillamment à poursuivre ses démarches, malgré les différentes embûches et autres incompréhensions. Entre temps, le conflit interne tchadien s'est exaspéré et la crise du Darfour s'est amplifiée, déversant des centaines de milliers de réfugiés au Tchad et provoquant des conflits intercommunautaires, avec pour corollaires des milliers de personnes déplacées dans la région-est de notre pays.

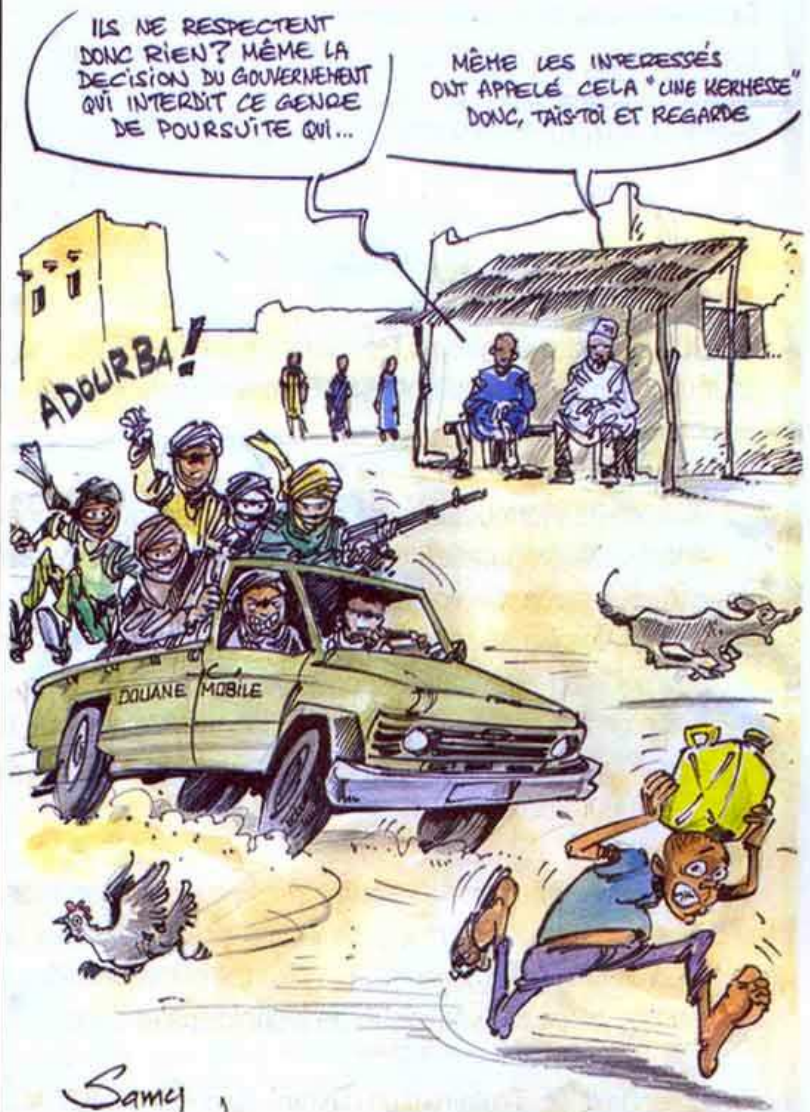
Après avoir perdu énormément du temps dans moult tergiversations, Idriss Déby Itno vient d'accepter le déploiement d'une force comportant des troupes européennes et celles des Nations unies pour sécuriser la situation à l'est du pays et protéger les réfugiés et autres paisibles paysans. Ce qui n'était qu'une suggestion de bon sens de la part de la société civile tchadienne, devient une imposition de la part des grands de ce monde puisque. C'est de Paris, après un entretien avec Nicolas Sarkozy, que l'Idi a annoncé son acceptation. On aura beaucoup cherché à enrober l'affaire en invoquant la présence de policiers et autres gendarmes, le fait est que ce sont des forces militaires occidentales qui viendront au Tchad. En effet, selon les standards des Nations Unies, les forces de police et de gendarmerie sont elles-mêmes sécurisées par des militaires dans toutes les opérations qu'elles conduisent.

Le conflit tchadien va prendre une autre tournure avec la présence des forces internationales sous direction conjointe de l'Union européenne et des Nations unies. Il va donc se mettre en place un processus de sortie de crise analogue à celle de la RDC: forces internationales pour sécuriser le pays, dialogue national avec un certain consensus entre les parties en conflit et organisation d'élections après une période de transition. Il y a fort à parier que ce sont les mêmes éléments opérant en RDC qui seront redéployés au Tchad, tandis que le matériel électoral ayant servi en RDC sera utilisé au Tchad après avoir servi au Togo.

On peut donc comprendre la frustration des responsables des Adh, qui avaient déjà imaginé cette solution que le pouvoir a dédaigneusement refusée. Frustration légitime, puisque l'on a perdu inutilement du temps, des vies et négligé les compétences et intelligences nationales.

La Rédaction

Ils sont revenus!



Encore une mesure de plus !

Alors que l'arrêté du ministre des Finances interdisant les rezzous des *bogo-bogo* dans les centres urbains n'est même pas respecté, le ministère de l'Intérieur se fend d'un communiqué pour prendre des mesures pour réglementer le port des armes et des turbans dans la capitale. Encore une mesure de plus, car on ne voit pas le miracle qui contraindrait les intouchables à obtempérer à ces différentes décisions ministérielles.